

## **Les journées de mai**

**Josep Rebull**

(mai 1937)

---

Contribution d'un minoritaire publiée dans le Bulletin du Comité local du POUM, datée du 29 mai 1937. Une seconde version fut publiée dans le Bulletin de discussion édité par le Comité de défense du Congrès (du POUM), Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1939. Les mots ajoutés dans cette dernière sont mis entre crochets : [ ].

---

### **Préalables**

Une fois qu'a disparu le second pouvoir dans sa forme organisée, c'est-à-dire une fois qu'ont disparu les organes nés en juillet en opposition au gouvernement bourgeois, la contre-révolution, actuellement représentée par les partis petits-bourgeois et réformistes, s'est attaquée successivement (avec prudence dans un premier temps, de façon agressive ensuite) aux positions révolutionnaires du prolétariat, principalement en Catalogne, région dans laquelle la révolution avait eu le plus d'énergie.

La puissance de la classe ouvrière a été en partie neutralisée par ces attaques ; par la dictature contre-révolutionnaire des dirigeants de l'UGT en Catalogne d'un côté, de l'autre par la collaboration de la CNT aux gouvernements de Valence et de Barcelone.

Malgré ce handicap<sup>1</sup>, le prolétariat s'est progressivement convaincu - se détachant des dirigeants réformistes collaborateurs de la bourgeoisie - que seule son action énergique dans la rue serait en mesure de mettre un terme aux avancées de la contre-révolution. Les affrontements armés qui ont eu lieu dans de multiples endroits de Catalogne pendant le mois d'avril étaient en fait le prélude des événements de mai à Barcelone.

Globalement, la lutte entre la révolution et la contre-révolution se posait (et continue à se poser) dans les termes suivants, en ce qui concerne la Catalogne :

Depuis juillet, les secteurs révolutionnaires CNT-FAI et POUM pouvaient compter sur la majorité des prolétaires en armes, mais les objectifs concrets et une tactique efficace leur ont fait défaut. C'est pour cela que la révolution a perdu l'initiative.

Les secteurs contre-révolutionnaires PSUC-Esquerra, sans pouvoir compter sur une base aussi nombreuse - ils étaient quasi inexistantes en juillet -, ont poursuivi dès le début des objectifs bien déterminés et ont eu une tactique conséquente. Pendant que la CNT - force numériquement décisive - s'emmêlait dans le labyrinthe des institutions bourgeoises tout en parlant de noblesse et de loyauté dans les rapports, ses adversaires et collaborateurs ont préparé soigneusement et exécuté par étapes un plan de provocation et de discrédit dont la première phase fut l'élimination du POUM. Tout comme ce dernier, la CNT s'est mise sur la défensive face à ces attaques, d'abord feutrées puis ouvertes. Ils ont donc permis à la contre-révolution de prendre l'offensive.

C'est dans ce contexte que se déroulèrent les événements de mai.

### **La lutte**

La lutte qui commença le [lundi] 3 mai fut provoquée, épisodiquement, par les forces réactionnaires du PSUC-Esquerra, qui tentèrent d'occuper le central téléphonique de Barcelone. La fraction la plus révolutionnaire du prolétariat répondit à la provocation en s'emparant de la rue et en s'y fortifiant. La grève s'étendit comme une traînée de poudre et avec une ampleur absolue.

Bien qu'il soit né décapité, ce mouvement ne peut en aucune façon être qualifié de "putsch". On peut affirmer que toutes les armes aux mains de la classe ouvrière furent présentes sur les barricades. Pendant les premiers jours, le mouvement recueillit la sympathie de la classe ouvrière en général - nous en prenons pour preuve l'amplitude, la rapidité et l'unanimité de la grève - qui plongea la classe moyenne, sous l'influence naturellement de la terreur, dans une attitude de neutralité expectative.

Les ouvriers engagèrent toute leur combativité et tout leur enthousiasme, jusqu'au moment où ils durent constater l'absence de coordination et d'objectif final au mouvement, et nombreux furent les secteurs combattifs qui furent alors envahis par le doute et la démoralisation. Seuls ces facteurs psychologiques peuvent expliquer que ces mêmes ouvriers interrompent leur avancée, contre les ordres de leurs dirigeants, sur le Palais de la Généralité alors qu'ils n'en étaient qu'à quelques mètres.

Du côté du gouvernement se rangeaient une partie des forces de l'Ordre public, les staliniens, Estat Català, Esquerra, ces dernières étant pour le moins très peu combattives. Quelques compagnies de l'Ordre public se déclarèrent neutres, refusant de réprimer les ouvriers, et d'autres se laissèrent désarmer. Les Patrouilles de contrôle se rangèrent dans leur écrasante majorité du côté des ouvriers.

---

1 Dans la version de 1939, le mot anglais "handicap" est remplacé par le mot espagnol "desventaja" (désavantage).

Les organisations révolutionnaires ne créèrent aucun centre directeur et coordinateur. Malgré cela, la ville fut à ce point entre les mains du prolétariat que les liens purent se créer parfaitement dès le mardi entre les foyers ouvriers. Très peu d'entre eux restèrent isolés ; il aurait suffi d'une offensive concentrée sur les centres officiels pour que la ville tombe complètement sans grand effort entre les mains des ouvriers<sup>2</sup>.

En général, la lutte se maintint dans l'expectative des deux côtés. Les forces du gouvernement parce qu'elles ne disposaient pas des effectifs nécessaires pour prendre l'initiative, les forces ouvrières parce qu'elles n'avaient ni direction ni objectif.

Des forces extérieures pouvaient à tout moment venir s'incorporer au combat, comme les forces présentes sur le front qui étaient disposées à revenir sur la capitale - certaines forces des secteurs révolutionnaires avaient coupé la route à la division Karl Marx -, et les troupes qu'envoyait le gouvernement de Valence, qui n'étaient pas très certaines d'arriver. Dès le mercredi, plusieurs navires français et anglais se positionnaient face au port de Barcelone, probablement disposés à intervenir.

Les forces prolétariennes dominèrent la rue durant quatre jours et demi : du lundi après-midi jusqu'au vendredi. Les organes de la CNT attribuèrent au mouvement la durée d'un seul jour - le mardi. Les organes du POUM lui en attribuèrent trois. En d'autres termes, chacun a considéré terminé le mouvement à partir du moment où il a donné l'ordre de repli. Mais en réalité, les ouvriers se retirèrent BIEN APRES les ordres, parce qu'il n'y avait aucune direction capable d'orienter un repli progressif et, surtout, à cause de la trahison des dirigeants confédéraux; les uns, par des déclarations pathétiques à la radio ; les autres en collaborant avec Companys, selon ses propres déclarations : *«Le gouvernement disposait de peu de moyens de défense, très peu, et ce n'était pas faute de l'avoir prévu, mais il ne pouvait pas y remédier. Malgré cela, il a contenu la subversion sans hésiter, avec ses seules forces, assisté par la ferveur populaire et en ayant des conversations à la Generalidad avec divers délégués syndicaux, en présence de quelques délégués de Valencia, préparant le retour à la normale»* (Hoja Oficial, 17 mai).

Telle fut donc, à grands traits, l'insurrection de mai.

### **Les dirigeants de la CNT**

Le prolétariat se lança dans ce mouvement instinctivement, spontanément, sans une direction ferme, sans objectif positif concret pour avancer de façon décidée. La CNT-FAI, en n'expliquant pas clairement à la classe ouvrière la signification des événements d'avril, laissa le mouvement sans tête dès sa naissance.

Tous les dirigeants confédéraux n'étaient pas contre le mouvement dès le début. Les Comités de la localité de Barcelone non seulement l'appuyèrent mais ils tentèrent même de l'organiser d'un point de vue militaire. Mais ceci ne pouvait se faire sans avoir défini préalablement les objectifs politiques à réaliser. Les doutes et les hésitations de ces comités se concrétisèrent dans la pratique par une série d'instructions ambiguës et équivoques, moyen terme entre la volonté de la base et la capitulation des comités supérieurs.

Ce sont ces derniers, Comités national et régional, qui prirent une décision ferme : la retraite. Cette retraite, ordonnée sans conditions, sans obtenir le contrôle de l'ordre public, sans la garantie des bataillons de sécurité, sans organismes pratiques de front ouvrier, et sans explication convaincante à la classe ouvrière, mettant dans le même sac tous les éléments en lutte (révolutionnaires et contre-révolutionnaires), restera comme une des grandes capitulations face à la bourgeoisie et comme une trahison du mouvement ouvrier.

Dirigeants et dirigés ne tarderont pas à en souffrir les graves conséquences, si la formation du Front ouvrier révolutionnaire ne se concrétise pas.

### **La direction du POUM**

Fidèle à sa ligne de conduite depuis le 19 juillet, la direction du POUM resta à la remorque des événements. Nos dirigeants se sont inscrits dans le mouvement au fur et à mesure de leur déroulement, sans avoir été partie prenante ni dans le déclenchement du mouvement ni dans sa dynamique ultérieure. On ne peut nommer "orientation" le mot d'ordre de Comité de défense, lancé d'ailleurs en retard et avec une mauvaise diffusion, qui plus est sans dire un mot du rôle antagonique de ces comités face aux gouvernements bourgeois.

D'un point de vue pratique, tout le mérite de l'action revient aux comités inférieurs et de base du Parti. La Direction n'édicta pas même un Manifeste, pas même un tract, pour orienter le prolétariat en armes.

Comme ceux qui combattaient sur les barricades, quand nos camarades dirigeants se rendirent compte que le mouvement n'allait concrètement à la recherche d'aucun objectif final, il ordonna la retraite<sup>3</sup>. Dans le cours des événements, la décision de prendre sa direction dès le début ayant manqué, et face à la capitulation des dirigeants confédéraux, l'ordre de se retirer tendait évidemment à éviter le massacre.

---

2 Note de Rebull (1937, supprimée dans la version de 1939) : « La cél. 72 possède un plan de Barcelone avec les barricades et les positions des forces en présence durant la bataille. Son examen s'avère extrêmement intéressant. Il est à la disposition de tous les camarades. »

3 Note de Rebull ajoutée en 1939 : *«Les travailleurs qui combattaient dans la rue étant dépourvus d'objectifs concrets et d'une direction responsable, le POUM ne pouvait qu'ordonner et organiser une retraite stratégique... »* (Résolution du CC sur les Journées de mai, point 3).

Malgré cette absence d'orientation de la part de nos dirigeants, la réaction les présente comme étant les dirigeants et les initiateurs du mouvement. C'est un honneur tout à fait immérité qu'on leur rend, quoiqu'ils le rejettent en disant que c'est une calomnie<sup>4</sup>.

### **Le Front populaire**

Pour tous ceux qui voyaient le Front populaire comme le sauveur de la classe ouvrière, ce mouvement est extrêmement riche en leçons. Il fut provoqué précisément par des composantes du Front populaire dans le but de renforcer l'appareil répressif de la bourgeoisie, il reste comme la preuve la plus évidente que le Front populaire est un Front contre-révolutionnaire qui en empêchant l'écrasement du capitalisme - cause du fascisme - prépare le chemin de ce dernier, tout en réprimant par ailleurs toute tentative de mener la révolution en avant.

La CNT, apolitique jusqu'au 19 juillet, est tombée dans le piège du Front populaire dès son entrée dans l'arène politique, cette malheureuse expérience se soldant par de nouvelles saignées dans les rangs prolétariens.

Pour les positions politiques du POUM antérieures au 19 juillet, cette évolution violente du Front populaire constitue une victoire théorique, puisqu'elles l'avaient prévue et prévenue.

Par rapport au stalinisme, il s'est pour la première fois dévoilé être un ennemi déclaré de la révolution prolétarienne, se mettant de l'autre côté de la barricade, luttant contre les ouvriers révolutionnaires en faveur de la bourgeoisie du Front populaire, dont le stalinisme est le fondateur et principal défenseur.

Dorénavant, la classe ouvrière ne peut plus avoir le moindre doute sur le rôle des Fronts populaires dans chaque pays.

### **Le danger d'intervention**

La peur qu'avaient certains secteurs de l'intervention armée de l'Angleterre et de la France pendant le mouvement de mai montre une incompréhension du rôle joué à ce moment-là par ces puissances.

L'intervention anglo-française contre la révolution prolétarienne espagnole existe plus ou moins secrètement depuis plusieurs mois. Cette intervention s'exerce dans le contrôle de ces impérialismes sur les gouvernements de Valence et de Barcelone par le stalinisme ; on la retrouve dans la récente lutte au sein du gouvernement de Valence (toujours par l'intermédiaire du stalinisme) qui s'est conclue par l'élimination de Largo Caballero et de la CNT ; on la retrouve enfin dans les accords de "non-intervention" qui ne sont appliqués et respectés que lorsqu'il s'agit de défavoriser le prolétariat espagnol. L'intervention ouverte des navires de guerre ou de troupes d'occupation ne ferait que modifier la forme de l'intervention.

Ouverte ou masquée, il faudra vaincre cette intervention ou elle nous vaincra.

A l'instar de toute révolution ouvrière, la notre doit et devra éliminer les exploiters nationaux, mais elle devra aussi mener l'inéluctable combat pour empêcher les tentatives interventionnistes du capitalisme international. Il ne peut y avoir de triomphe de la révolution sans affronter et vaincre sur cet aspect de la guerre. Vouloir contourner ce problème revient à renoncer à la victoire, car jamais les impérialistes ne cesseront de leur propre gré de vouloir intervenir dans notre révolution.

Une bonne politique internationale de la part des révolutionnaires espagnols peut réveiller en notre faveur le prolétariat de ces pays qu'on veut mobiliser contre le prolétariat espagnol, et même le faire se retourner contre leur propre gouvernement. C'est l'exemple de la Révolution russe de 1917.

### **Discussion du mouvement**

Le mouvement étant spontané, deux positions essentiellement pouvaient se prendre sur la marche à suivre (nous excluons l'inhibition) :

- a) le considérer comme un mouvement de protestation, et dans ce cas il fallait lui donner rapidement un délai à court terme et prendre les mesures en conséquence pour éviter les sacrifices inutiles. En juillet 17, les dirigeants bolcheviques s'étaient efforcés de retenir le mouvement prématuré du prolétariat de la capitale sans pour autant perdre de leur prestige, ayant su justifier leur position.
- b) Considérer que le mouvement était décisif pour la prise du pouvoir et dans ce cas le POUM, en tant qu'unique Parti marxiste révolutionnaire, aurait dû prendre la tête du mouvement de façon ferme, résolue et inébranlable, pour le coordonner et le diriger. Dans ce cas, il ne fallait naturellement pas attendre de se retrouver par hasard constitué en état-major de la révolution, il fallait agir rapidement, étendre le front de la lutte, l'étendre à toute la Catalogne, proclamer sans détour que le mouvement était dirigé contre le gouvernement réformiste, clarifier d'entrée que les Comités de défense et leur Comité

---

<sup>4</sup> Note de Rebull ajoutée en 1939 : « Une partie de la presse nationale et étrangère fait les efforts les plus extraordinaires - et ils doivent l'être - pour nous présenter comme les "agents provocateurs" des événements qui se sont déroulés la semaine dernière à Barcelone... Si nous avions donné l'ordre de commencer le mouvement le 3 mai, nous n'aurions aucune raison de le cacher. Nous avons toujours assumé nos paroles et nos actes... Notre Parti ne fit que se joindre à lui - nous l'avons déjà dit à maintes reprises et nous le répétons simplement aujourd'hui. Les travailleurs étaient dans la rue et notre Parti se devait d'être présent aux côtés des travailleurs... » (Editorial de *La Batalla*, 11 mai 1937, souligné par nous).

central devaient se constituer sans atermoiement, les organiser à tout prix pour qu'ils deviennent des organes de pouvoir face au gouvernement de la Généralité, et attaquer sans délai les endroits stratégiques en profitant des longues heures de désorientation et de panique que connaissaient nos adversaires.

Mais si la crainte qui s'est manifestée dans la direction du POUM à s'affronter aux dirigeants confédéraux dès le début (il était ensuite trop tard) est un cas de renoncement au détriment du Parti, c'est-à-dire contraire aux premières mesures adoptées au début du mouvement et contraire à son indépendance politique, l'excuse possible d'un parti qui n'aurait pas été en conditions d'assumer la direction du mouvement n'est pas moins contraire aux intérêts du Parti, car le POUM ne pourra jamais jouer d'autre rôle que celui de véritable Parti bolchevique, prenant la direction du mouvement et non en déclinant "modestement" l'orientation résolue des mouvements de la classe ouvrière. Il ne suffit pas que le Parti qui se dit "de la révolution" soit aux côtés des travailleurs en lutte, encore doit-il être une avant-garde.

S'il n'avait pas hésité, s'il n'avait pas une fois de plus attendu les positions des éléments "trentistes" de la direction confédérale, et même en cas de défaite, de répression et d'illégalité, le POUM serait sorti extrêmement renforcé de cette bataille.

Le seul groupe qui tenta de prendre une position d'avant-garde fut celui des Amis de Durruti qui, sans avancer de mots d'ordre totalement marxistes, eut le mérite indiscutable de proclamer qu'il luttait et appelait à lutter contre le gouvernement de la Généralité.

Les résultats immédiats de cette insurrection ouvrière sont une défaite de plus pour la classe ouvrière et un nouveau triomphe pour la bourgeoisie pseudo démocratique<sup>5</sup>. Mais une action plus efficace, plus concrète de la direction de notre parti aurait pu avoir pour résultat une victoire au moins partielle des ouvriers. Dans le pire des cas, on aurait pu organiser un Comité central de défense, basé sur les délégations des barricades. Il aurait pour cela suffi de constituer d'abord une assemblée de délégués de chaque barricade du POUM et de quelques barricades de la CNT-FAI pour élire un Comité central provisoire. Ce Comité central, par un court Manifeste, aurait ensuite pu convoquer une deuxième assemblée en invitant des délégations de groupes absents lors de la première, et ainsi créer un organe central de défense. Dans le cas où le repli aurait quand même été estimé nécessaire, il aurait été possible de maintenir ce Comité central de défense comme organe embryonnaire de double pouvoir, c'est-à-dire comme Comité provisoire du Front ouvrier révolutionnaire, qui par sa démocratisation au moyen de la création de Comités de défense sur les lieux de travail et dans les casernes aurait pu poursuivre la lutte bien plus avantageusement qu'à présent contre les gouvernements bourgeois<sup>6</sup>.

Nous ne pouvons cependant pas exclure une variante infiniment plus favorable. Le Comité central de défense une fois constitué, comme indiqué, peut-être aurait-il été possible de prendre le pouvoir politique. Les forces bourgeoises (démoralisées et encerclées dans le centre de Barcelone) auraient pu être vaincues par une offensive rapide et organisée.

Ce pouvoir prolétarien à Barcelone aurait naturellement eu des répercussions dans toute la Catalogne et dans plusieurs endroits en Espagne. Toutes les forces du capitalisme national et international se seraient démenées pour l'écraser. Sa destruction aurait cependant été inévitable s'il ne s'était immédiatement renforcé par les moyens suivants : **a)** une volonté sans hésitation du POUM à agir en tant qu'avant-garde marxiste révolutionnaire, capable d'orienter et de diriger le nouveau pouvoir en collaboration avec les autres secteurs actifs de l'insurrection ; **b)** l'organisation du nouveau pouvoir se basant sur les Conseils ouvriers, de paysans et de combattants ou, ce qui revient au même, sur des Comités de défense constitués démocratiquement et centralisés comme il se doit ; **c)** l'extension de la Révolution en Espagne, par le biais d'une offensive rapide en Aragon ; **d)** la solidarité des ouvriers des autres pays. Sans ces conditions, la classe ouvrière catalane n'aurait pu se maintenir longtemps au pouvoir.

Pour mettre un terme à ce chapitre, disons que les hypothèses ici formulées veulent apporter des éléments à la discussion générale que les Journées de mai susciteront longtemps dans le milieu révolutionnaire.

## Conclusions

1. La classe ouvrière se trouve toujours dans une situation défensive, dans des conditions pires qu'avant l'insurrection de mai. Elle aurait pu passer à l'offensive en mai, si la trahison et les capitulations n'avaient pas déterminé une défaite partielle qui ne signifie cependant pas [encore] une défaite définitive de la Révolution actuelle. Les ouvriers possèdent davantage d'armes qu'avant les Journées de mai, et s'ils ne se laissent pas entraîner par la provocation à une lutte prématurée, ils pourront dans quelques mois être à nouveau en conditions de prendre l'offensive.
2. Ne pas avoir su prendre le pouvoir en juillet 36 a conduit à une nouvelle insurrection : celle de mai 37. La défaite de celle-ci rend inéluctable une nouvelle lutte armée que nous avons le devoir de préparer.

---

5 **Note de Rebull ajoutée en 1939** : « La direction du POUM comprit tout au contraire que l'ordre de repli donnait la victoire aux ouvriers. L'épilogue de cette "victoire ouvrière" fut la répression sanglante. »

6 **Note de Rebull** : « Le Comité local de Barcelone travailla dans ce sens dès le mardi, mais il manqua l'enthousiasme de la direction pour aller jusqu'au bout. »

Tant que ne sera pas détruit l'Etat bourgeois, contre lequel nous devons diriger notre lutte révolutionnaire, l'insurrection armée du prolétariat reste toujours une perspective du futur.

3. Le mouvement de mai a démontré le véritable rôle des dirigeants anarcho-sindicalistes. Comme tous les réformistes de toutes les époques, ils ont été -consciemment ou inconsciemment - les instruments de la classe ennemie dans les rangs ouvriers. La Révolution dans notre pays ne peut vaincre qu'à travers la lutte simultanée contre la bourgeoisie et les dirigeants réformistes de tout poil, y compris de la CNT-FAI.
4. On a vu qu'il n'existe pas de vrai parti marxiste d'avant-garde dans notre révolution, et que cet instrument indispensable pour la victoire définitive reste à forger. Le parti de la révolution ne peut avoir une direction hésitante et en permanence dans l'expectative, mais elle doit être fermement convaincue qu'il faut être devant la classe ouvrière, l'orienter, l'impulser, vaincre avec elle. Il ne peut se déterminer uniquement à travers les faits consommés, mais doit avoir une ligne politique révolutionnaire qui serve de base à son action et empêche les adaptations opportunistes et les capitulations. Il ne peut baser son action sur l'empirisme et l'improvisation, mais doit au contraire utiliser en sa faveur les principes de la technique et de l'organisation modernes. Il ne peut se permettre les moindres légèretés à sa direction, car elles se répercutent douloureusement amplifiées à la base, semant le germe de l'indiscipline, de l'absence d'abnégation, de la perte de conviction sur le triomphe de la révolution prolétarienne chez les moins forts.
5. Une fois de plus, la nécessité inéluctable d'un Front ouvrier révolutionnaire a été démontrée, qui ne peut se constituer que sur la base d'une lutte à mort à la fois contre la bourgeoisie et son Etat, et contre le fascisme sur les fronts. Si les directions des organisations ouvrières révolutionnaires n'acceptent pas ces bases (qui s'opposent certainement à l'action qu'elles ont menée depuis juillet jusqu'à présent), il sera alors nécessaire de les promouvoir par la pression de la base.
6. Aucune des leçons apprises ne pourra être utile si le prolétariat, et en premier lieu le Parti marxiste révolutionnaire, ne se livre pas à un intense travail pratique d'agitation et d'organisation. Même la lutte contre les menaces et les restrictions de la clandestinité exige une activité infatigable si nous ne voulons pas être irrémédiablement écrasés. Le point de vue affirmant que le Parti ne sera pas plongé dans la clandestinité ne peut se comprendre que comme l'expression de l'intention d'une nouvelle adaptation et d'une nouvelle démission devant la lutte révolutionnaire en ce moment, intention peut-être décisive<sup>7</sup>.

J. Rebull

---

<sup>7</sup> *Note de Rebull ajoutée en 1939*: La direction ne prit en effet pas les mesures nécessaires par rapport au travail illégal et l'organisation clandestine. Malheureusement, comme nous l'avons vu, ces mêmes dirigeants furent les premières victimes de cette erreur.